

Migration : après le retrait forcé des navires de sauvetage, les traversées de la Méditerranée plus dangereuses

En juin, 564 personnes ont disparu en mer. Un chiffre supérieur à celui de juin 2017, alors même que les flux d'arrivées sont sept fois moins importants.

LE MONDE | 17.07.2018 à 10h09 • Mis à jour le 17.07.2018 à 19h14 | Par [Julia Pascual](#)



Est-ce la conséquence d'une raréfaction des secours en Méditerranée ? Pendant le week-end du 14 juillet, un bateau de pêche en bois, avec à son bord 450 personnes, a été secouru dans les eaux internationales, non loin de l'île italienne de Lampedusa. Un mois après la crise de l'*Aquarius*, le navire que l'Italie – sous la pression de son ministre de l'intérieur d'extrême droite Matteo Salvini – a refusé d'accueillir avec 630 migrants à son bord, les ONG ne peuvent presque plus opérer au large des côtes libyennes, poussant les migrants à tenter des voies toujours plus dangereuses.

« Ce n'est pas la première fois que ce type d'embarcations tente la traversée depuis la Libye, même si l'on voit plus souvent des petits bateaux pneumatiques, réagit Nicola Stalla, coordinateur des opérations de recherche et sauvetage à bord du navire humanitaire "Aquarius". En revanche, le fait qu'ils soient parvenus aussi loin est clairement une conséquence du manque de moyens de sauvetage en mer. »

L'*Aquarius* est à quai à Marseille, tandis que le *Lifeline* et le *Sea-Watch* sont empêchés de repartir de Malte. Seul l'*Open-Arms*, le bateau affrété par l'ONG catalane Proactiva, navigue actuellement en Méditerranée centrale, de retour de Barcelone où il avait accosté le 4 juillet, avec à son bord soixante migrants que l'Italie avait refusé d'accueillir.

Le navire secouru ce week-end rappelle le naufrage d'un chalutier aux abords de Lampedusa en 2013, au cours duquel près de 400 personnes s'étaient noyées. La catastrophe avait déclenché l'opération militaire et humanitaire européenne « Mare Nostrum ». « *Ces bateaux sont particulièrement dangereux, car le risque de chavirage est très important*, ajoute M. Stalla. *En fonction de la quantité de carburant et d'eau à bord, le centre de gravité est modifié. Il y a aussi un risque d'asphyxie dans la cale, souvent surchargée.* »

Ping-pong diplomatique

Transbordées à bord de bateaux italien et britannique, les personnes secourues ce week-end ont accosté lundi en Sicile après un nouveau ping-pong diplomatique entre Rome et La Valette, les deux capitales se renvoyant la responsabilité de leur accueil. La situation s'est débloquée après que cinq pays européens, dont la France, ont accepté de recevoir plus de la moitié de ces migrants, à la demande du gouvernement italien. « *On voit se mettre en place un mécanisme de solidarité entre certains pays européens, c'est un début mais c'est très fragile* », commente Vincent Cochetel, envoyé spécial du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) pour la situation en Méditerranée centrale.

Lire aussi : [La France va accueillir 50 des 450 migrants débarqués en Italie](#)

Conséquence directe du retrait des ONG, la proportion de morts en mer parmi les personnes tentant la traversée entre la Libye et l'Italie a doublé, passant de 1 % à 2,1 % entre les premiers semestres de 2017 et 2018, d'après des chiffres du HCR. Sur l'ensemble de la zone de Méditerranée centrale, 564 personnes ont disparu en juin. Un chiffre légèrement supérieur à celui de juin 2017, alors même que les flux d'arrivées sont sept fois moins importants. « *Les noyades se multiplient pendant que les gouvernements européens bloquent les secours humanitaires* », ont alerté la semaine dernière SOS-Méditerranée et Médecins sans frontières, les deux ONG qui affrètent l'*Aquarius*.

« *Ceux qui criminalisent les ONG sont responsables des morts, parce qu'ils omettent délibérément de porter assistance aux personnes* », a réagi Axel Steier, cofondateur de Lifeline, dont le bateau a débarqué 234 migrants à Malte, le 27 juin, après que l'Italie lui a également refusé l'accès à ses ports. Depuis, le navire a été saisi, et son capitaine est convoqué devant la justice maltaise le 30 juillet, accusé de ne pas avoir enregistré correctement l'immatriculation de son bateau. Egalement empêché de repartir, le navire de l'ONG allemande Sea Watch est amarré à La Valette. La capitaine, Pia Klemp, explique : « *Quand on a décidé de partir le 2 juillet après une opération de maintenance, on a requis une autorisation aux autorités portuaires. Elle nous a été refusée. C'est la première fois* ».

« Le droit maritime est complètement foulé au pied »

Enfin, le *Moonbird*, l'avion de reconnaissance géré par Sea Watch et l'ONG suisse Humanitarian Pilots Initiative, est bloqué au sol. « *Malte nous interdit d'entrer ou de quitter la région d'information de vol libyenne, donc ça nous empêche de faire nos opérations* », constate Tamino Böhm, chef de mission. « *Depuis deux mois, il y a moins de capacités de recherche et de sauvetage*, résume Vincent Cochetel, du HCR. Or, toutes les bonnes volontés sont nécessaires pour sauver des vies. Les ONG représentaient 40 % des efforts en mer. »

Lire aussi : [Migrants : l'Italie annonce que la France et Malte vont prendre leur part](#)

Dans le même temps, les interceptions d'embarcations par les gardes-côtes libyens ont augmenté de plus de 28 %. Depuis le début de l'année, ce sont 10 466 personnes tentant la traversée qui ont été ramenées en Libye. Dans cet objectif, Rome apporte une aide importante à Tripoli, notamment en fournissant des vedettes aux gardes-côtes. « *Si les Libyens réalisent des interceptions dans leurs eaux territoriales, ce n'est pas problématique en soi. Mais dans les eaux internationales, à notre avis, les Libyens peuvent coordonner les sauvetages dans leur zone de secours, mais pas débarquer les personnes chez eux tant qu'ils n'ont pas de lieu sûr. En tout cas, les centres de détention ne correspondent pas à un port sûr* », prévient Vincent Cochetel, en référence au droit maritime international, qui considère que les migrants secourus doivent être débarqués dans le port sûr le plus proche. Plusieurs ONG font toutefois état d'opérations menées par les Libyens dans les eaux internationales. En outre, elles témoignent d'un transfert de responsabilité entre Rome et Tripoli en matière de coordination des sauvetages dans les eaux internationales. « *Le droit maritime est complètement foulé au pied*, s'alarme Sophie Beau. *On ne peut pas construire un modèle autour de la Libye, c'est le chaos le plus total.* »